

nos paroles, mais celles de Thorez, Duclos, etc.) pouvaient en une société de classes, signifier vraiment une défense, et au surplus la défense prolétarienne ! Ainsi le mouvement ouvrier s'empêtrait dans les mailles des institutions bourgeoises et alors même qu'il se raidissait dans la défense contre le fascisme il se liquidait lui-même. La plus sérieuse expérimentation de Front Populaire s'inaugurait en France par d'âpres, violents conflits sociaux, par des grèves et des occupations d'usines (signe de la température des masses) : mais avait pour contre-partie dès le début une réaction contre la gauche, contre les « agitateurs trotskystes », etc., à l'égard de laquelle les mesures modérées contre la droite ne sont que des caresses. La fermentation des masses continuait : mais le parti communiste était désormais décidé à la réabsorber dans la légalité et à cultiver l'expérimentation social-démocrate sur une économie déjà dérangée et incapable de soutenir de nouvelles charges. Tout ce qui est arrivé en suite n'a pas cessé de confirmer cette opposition, dont les documents doivent être recherchés dans les continuelles déclarations de loyalisme républicain, de volonté d'ordre, de foi nationale qui fleurissent les discours, jusqu'à culminer dans ce chef-d'œuvre qu'est la lettre du P. C. au Parti Radical pour le Congrès de Biarritz.

Que les masses françaises aient débuté l'agitation sans une idée bien précise du but et des possibilités de leurs mouvements, il n'y a pas de doute : mais il ne s'agit pas de cela. Il est aussi hors de doute que le prolétariat français, ainsi d'ailleurs que celui des autres États de vieilles et corrompues démocraties, nourrit encore des illusions démocratiques et légales, et est en partie paralysé par une longue tradition syndicaliste. Mais la fonction du parti est justement celle de provoquer, au cours de la lutte elle-même et dans son expérience quotidienne, le dépassement des positions rétrogrades : d'accompagner au rythme même de son développement la courbe de l'état d'esprit des masses. La mentalité réformiste c'était là le problème à résoudre : par contre elle fut avalisée comme le mot d'ordre du moment. Mais dans les masses il y avait plus. Illusionnées ou non, elles se sentaient classe dirigeante : ce gouvernement pour elle, à leur yeux, était leur gouvernement, c'est-à-dire elles-mêmes. L'agitation posait nettement le problème du

pouvoir, le posait mal, mais le posait. Et ici encore, la fonction politique du parti de classe ne pouvait être qu'indiquer à la masse la véritable voie du pouvoir. La pression des masses et la fermentation, combinée avec l'orientation petite bourgeoise du parti communiste, a donné lieu à la perpétuelle oscillation de la démagogie des phrases de meeting et la vulgaire compromission dans la pratique du gouvernement. Mais cette démagogie sauvait l'apparence aux yeux des masses. Périodiquement, à des échéances régulières, Léon Jouhaux d'un côté Thorez de l'autre, se présentaient en veste de tribun aux masses pour jurer qu'ils n'auraient jamais tolérés que les croix de la classe ouvrière soient foulées aux pieds. Dieu ne paye pas le Samedi : et la pratique des jours fériés était bien trop claire pour s'illusionner sur les saintes joies du Dimanche. Abandonnée à elle-même, renfermée dans ses illusions en certaines couches, déçue dans ses espoirs en d'autres, la masse prolétarienne a été ainsi condamnée à une agitation sans issue qui donnera bientôt des signes inévitables d'une lassitude au moment même où les couches patronales sentiront que le moment est venu pour leur offensive. La reprise de l'anarchisme d'un côté, les réactions du parti radical de l'autre en sont une documentation éclairante. Le prolétariat n'a plus son parti !

Parallèlement, les fruits du déplacement initial à gauche des couches petites bourgeoises s'égarèrent. Le parti communiste pouvait bien se glorifier d'avoir conquis la petite bourgeoisie à la cause prolétarienne : en réalité c'était lui qui avait été conquis par la petite bourgeoisie. La neutralité et l'action d'appui des couches petites bourgeoises ont leur condition et leur limite dans le précipice de la situation vers le point décisif : le retour à la normalité les tue. La petite bourgeoisie suit le prolétariat parce qu'elle espère trouver dans les problèmes de la classe ouvrière la solution des siens : et il est nécessaire qu'elle espère jusqu'au jour où elle disparaîtra comme classe et se fondera dans le prolétariat. Mais la tactique adoptée devait conduire à l'opposé : le retour à l'ordre, la relative prospérité que l'aide gouvernementale assurait à ces couches en liquidait aussi l'intérêt pour l'agitation ouvrière, les rejetaient automatiquement dans les bras des vieilles couches dominantes, alimentaient l'illusion

opposée : l'illusion qu'au sein du capitalisme la petite bourgeoisie puisse résoudre ses problèmes. En réalité, la politique du Front Populaire était justement une politique, était précisément une politique petite bourgeoise et avait en cela ses limites infranchissables. La théorie de la lutte contre le fascisme sur des bases « populaires », la lutte contre les 200 familles, la défense de l'ordre et de l'épargne, le tricolore avec une petite place pour la faucille et le marteau, tout cela n'est que cliché petit bourgeois appliqué à la tactique... révolutionnaire. En un autre sens, les masses ouvrières étaient emprisonnées dans la fausse tactique du parti : l'acceptation en plein des mythes petits bourgeois en période de rénovation de l'effervescence sociale : la progressive liquidation du « révolutionnarisme des couches inférieures ».

L'apparition de la question espagnole ne pouvait que confirmer brutalement et mettre tragiquement à nu ces circonstances de fait. Ici aussi les masses se trouvèrent emprisonnées par une tactique qui leur enlevait l'initiative pour céder celle-ci aux institutions bourgeoises, et au gouvernement en tant que leur représentant. La démagogie des Jouhaux — longa manus de cette tactique au sein des syndicats ouvriers — alimentait les illusions et multipliait les trahisons. Mais la question de l'Espagne n'était pas résoluble (comme naïvement on le croit) au travers de la question des aides : la prémisses était la reprise de la lutte pour le pouvoir au sein des pays non encore dominés par le fascisme. Cependant, comme on l'a vu les partis ouvriers travaillaient activement à l'intérieur, en France surtout, à liquider l'agitation de masse et à renvoyer aux calendes grecques le problème du pouvoir. L'intervention gouvernementale n'était pas à escompter : l'action directe des masses était éteinte à sa naissance même par la culture intensive des illusions que la démagogie révolutionnaire développait lentement mais sûrement. Le contre-coup de la tragique lutte espagnole a été atténué justement par l'existence d'un « gouvernement... des masses ». Et tandis que l'Espagne payait l'inexistence d'un véritable organisme de classe, la vie de l'Internationale se renfermait dans les cercles londoniens du Comité de Non-Intervention. L'aide tardive de la Russie ne portait pas une physionomie différente dans la lutte

espagnole, comme elle ne l'avait pas portée en Chine au moment décisif de la Révolution.

Comme nous l'observions au début, la position prise par le centrisme n'est ni nouvelle, ni privée de bases : elle est le produit d'un processus historique, le reflet d'une position sociale. Au moment même où il liquidait les perspectives révolutionnaires en une situation à bien d'égards favorables, le parti communiste assumait dans l'ordre social bourgeois une position que l'on ne peut pas confondre (tout comme la social-démocratie), position qui tend, soi-disant au travers des oppositions de couches traditionnalistes, à s'insérer définitivement dans l'ordre démocratique et dans la légalité bourgeoise, et par cela même s'ajoute, comme une des entraves les plus graves (à cause des origines prolétariennes du mouvement) aux multiples obstacles qui s'opposent à la lutte prolétarienne pour la conquête du pouvoir. La lutte contre le fascisme a désormais une physionomie analogue dans le camp démocratique et dans le camp communiste : c'est la lutte pour la démocratie bourgeoise contre le fascisme, d'une méthode contre l'autre, au fond d'une substance inchangée de classe de l'ordre capitaliste. C'est une défense des couches moyennes, une défense de la « paix sociale ». Et, sur le plan international, la défense de la paix (ou de la guerre) démocratique.

A cette tactique correspond, dans le domaine de la lutte des classes, une lente réabsorption de la fermentation sociale, la retraite de la petite bourgeoisie sur ses anciennes positions d'attente, la renaissance des forces réactionnaires alimentées par la politique sociale réformiste dans les limites de l'économie et de l'État capitaliste. Mais la force des événements doit imposer une discrimination, une maturation progressive des forces révolutionnaires qui briseront les chaînes qui empoignent aujourd'hui le prolétariat. Ce sont les événements qui pétrifieront dans le fait et dans la conscience des masses les organismes constitués et offriront aux forces révolutionnaires, comprimées et suffoquées, les instruments de la renaissance. Si d'un côté il est inévitable que la lassitude pénètre, la logique même de la situation démontre que nous sommes entrés dans une période de conflits, dans une période qui ne peut pas